

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 7 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLAUX - BRIVE

**ZI BEAUREGARD
19100 Brive-La-Gaillarde**

Références : 2026-04-07 UiD192026-0042r georisques

Code AIOT : 0006000369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement CLAUX - BRIVE implanté Z.I. de BEAUREGARD AVENUE ROGER RONCIER 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été visité dans le cadre de l'action régionale, opération coup de poing 2026 de l'Inspection portant sur les produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLAUX - BRIVE
- Z.I. de BEAUREGARD AVENUE ROGER RONCIER 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006000369
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialité en tôlerie industrielle, découpe, nettoyage et peinture.

Le site est certifié ISO 9001, les principaux clients sont RATP, EDF, GENERAL ELECTRIC, entreprise d'électricité industrielle.

Suite aux évolutions réglementaires, le site relève désormais du régime de l'enregistrement pour ses activités de traitement de surface (rubrique 2565) et ainsi de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 9 avril 2019 pour les dispositions applicables aux installations existantes, arrêté qui a notamment servi de référentiel lors de la présente inspection en complément du règlement REACH du 18/12/2006.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH
- Situation administrative
- Plan des stockages
- Système de détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 04/05/2022	Demande d'action corrective	1 mois
2	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
3	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande d'action corrective	2 mois
4	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Demande d'action corrective	1 mois
7	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	3 mois
8	Systèmes de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement, sur les points de contrôle relatifs à la gestion des produits chimiques, les fiches de données de sécurité sont maintenues à jour et l'état des stocks est disponible.

Des améliorations et vérifications sont néanmoins attendues sur l'ensemble des points contrôlés et faisant suite, pour certains, à la précédente visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 04/05/2022
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Suite à la précédente inspection, la situation administrative de l'établissement a été actualisée comme suit dans le rapport de visite : <ul style="list-style-type: none">- Rubrique 2565-2A - Volume > 1500 l - Régime enregistrement- Rubrique 2560-2 - Puissance > à 150 kW et ≤ 1000 kW - Régime déclaration avec contrôle- Rubrique 2940-3b - Capacité > 20 kg/j et ≤ 200 kg/j - Régime déclaration avec contrôle- Rubrique 4140-2b - Stockage > 1t et < 10 t - Régime déclaration
Constats : Suite au questionnement de l'Inspection lors de sa dernière visite, l'exploitant a communiqué à l'Inspection les quantités maximum présentes en peintures liquides et la quantité maximale de produits mis en oeuvre pour la peinture en poudre. Celles-ci sont ainsi les suivantes : 15kg/j de peintures en poudre et 3 kg/j de peintures liquides. Ainsi, au regard de ces évolutions, confirmées lors de la présente inspection par l'exploitant, l'établissement est désormais non classé au titre de la rubrique 2940.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard de ces évolutions, et considérant que l'établissement ne relève plus de la procédure d'autorisation, l'exploitant doit procéder, sous 1 mois, à la télédéclaration de la cessation d'activité au titre de la rubrique 2940 sur le portail : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920 et transmettre en suivant à l'Inspection l'attestation de mise en sécurité prévue à l'article L. 512-12-1 du Code de l'environnement. Cette même démarche devra également être réalisée lors de la substitution projetée par l'exploitant de l'acide Procap Inox, seul produit actuellement classé au titre de la rubrique 4140-2b, par un produit non classé au titre d'une rubrique 4xxx de la nomenclature ICPE. Cette substitution ne devrait néanmoins pas avoir d'incidence sur le régime de classement de l'établissement au titre de la rubrique 2565 (régime de l'enregistrement).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. [...]
Constats : L'état des stocks est tenu à jour en continu via l'ERP du site. Un récolement est fait avec l'inventaire annuel. Le dernier inventaire réalisé le 31/12/2025 a notamment conduit l'exploitant à identifier un nombre significatif d'anciens produits évacués par la suite par Chimirec. L'état des stocks au 12/03/2026 et présenté lors de la visite permet, selon l'exploitant, de connaître en temps réel la quantité des produits présents sur site selon leur nature (produits liquides (stocks minoritaires, les peintures solvantées étant de moins en moins utilisées au profit des peintures en poudre) ou solides (stocks majoritaires)) et par conséquent leur lieu de stockage (zones liquides distinctes de la zone de stockage des produits solides). L'adéquation entre cet état des stocks papier et la quantité disponible sur les lieux de stockage a été vérifiée par sondage. Il a notamment été relevé une quantité de diluant de nettoyage CDX stocké de l'ordre de 50 l alors que l'état des stocks en recense 80 l. Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué qu'une partie du stock de ce produit était en cours d'utilisation en zone de production. Interrogé sur le recensement du bain de traitement de surface, il apparaît que la quantité d'acide Procap Inox mise en œuvre dans la cuve dédiée n'est pas répertoriée dans cet état des stocks quand bien même ce produit, du fait de sa dangerosité et du volume de la cuve associée (2500 l), classe l'établissement à enregistrement au titre de la rubrique 2565-2a et à déclaration au titre de la rubrique 4140-2b.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit intégrer dans son état des stocks, sous 1 mois, la quantité d'acide Procap Inox présent sur le site afin que cette information soit parfaitement recensée et communiquée à l'inspection des installations classées et aux services d'incendie et de secours en cas de sinistre. Il transmet à l'Inspection, à l'issue de ce délai, l'état des stocks ainsi actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : L'exploitant a justifié d'une identification sur plan des zones de stockages correspondantes et des dangers associés. Il est à ce titre précisé les zones de stockages suivantes : « stock peinture pots entamés », « stock peinture pots neufs » et « stockage de poudre » comme zones à risques d'incendie et une zone à risque chimique correspondant au local dans lequel se situe le bain d'acide (Procap Inox) pour le traitement de surface. Outre la zone « stock peinture pots neufs », les 3 autres zones ont été contrôlées par sondage. Lors de l'inspection de ces locaux de stockage, il a été constaté la scission physique du local de stockage « stock peinture pots entamés » avec d'un côté le stockage des peintures liquides inflammables et de l'autre les autres produits liquides (diluants, durcisseurs...). Or, contrairement au lieu de stockage identifié par l'exploitant pour les produits liquides autres que des peintures, le diluant de nettoyage CDX, après recherche par l'exploitant, était stocké dans la zone peintures liquides (pots entamés) non dédiée selon lui à ce type de produit. Inflammable comme les peintures liquides stockées dans ce local, il n'a pas été constaté d'incompatibilité entre les différents produits stockés et associés à une rétention commune.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de distinguer clairement sur son plan de stockage, les 2 zones de stockages contiguës de produits liquides qui ne sont pas clairement identifiées sur le plan susmentionné au niveau de la zone « stock peinture pots entamés », l'une intégrant les peintures liquides inflammables et l'autre les produits liquides autres que des peintures (diluants, durcisseurs...) et d'intégrer tous les autres aménagements éventuellement mis en place. Le plan ainsi ajusté devra être transmis sous 2 mois à l'Inspection. Il est par ailleurs préconisé à l'exploitant d'intégrer dans son état des stocks le lieu de stockage des différents produits liquides et notamment leur ventilation entre les 2 zones contiguës susmentionnées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits employés sur le site via son outil de suivi informatique (ERP). Il dispose par ailleurs d'une sauvegarde externe informatique accessible en toutes circonstances. Les FDS sont ainsi uniquement archivées de manière dématérialisée et accessibles sur le réseau par la personne en charge de la gestion du suivi des produits (magasinière) et par le personnel administratif. Le personnel de production n'a ainsi accès aux FDS que sur demande explicite et il ne dispose pas de fiches simplifiées reprenant les informations issues des FDS. Dans une fiche dédiée à chaque produit (utilisé actuellement ou anciennement) générée dans sa base de données, l'exploitant conserve l'ensemble des FDS transmises par ses fournisseurs via un classement chronologique. Ces FDS sont transmises sur demande de l'exploitant lorsque les FDS disponibles sont anciennes ou de façon systématique par les fournisseurs pour chaque nouveau produit acheté. Lors de la consultation par sondage de cette base, l'Inspection n'a pas constaté, pour des produits encore utilisés, de FDS antérieures à 2020. A ce titre notamment, les FDS des 2 produits retenus par sondage lors de cette inspection (peinture centrepox N base ocre jaune et diluant de nettoyage CDX) sont respectivement datées du 22/04/2024 et 21/04/2021. Ces FDS n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à améliorer l'accès, à l'ensemble de son personnel, aux informations transmises dans les FDS et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Il devra confirmer cette démarche à l'Inspection dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : D'une manière générale, tous les produits chimiques vus lors de l'inspection sont bien identifiés (étiquettes) et sont stockés dans des contenants appropriés. Les mesures de maîtrise de risque issues des FDS des produits peinture centrepox N base ocre jaune et diluant de nettoyage CDX ont été vérifiées par sondage lors de la visite. Il a notamment été relevé le respect de quelques mesures de maîtrise des risques au regard notamment : <ul style="list-style-type: none">- de l'adéquation des extincteurs situés à proximité du bâtiment de stockage avec les moyens d'extinction mentionnés appropriés (extincteurs CO₂),- de la conservation des produits dans des récipients fermés hermétiquement,- de la configuration des locaux de stockage permettant de garantir une température adaptée de stockage, l'abri de la lumière directe du soleil et une ventilation via des aérations directes avec l'air extérieur,- l'absence de source d'inflammation et de matériel électrique à proximité. Il a néanmoins été relevé : <ul style="list-style-type: none">- l'absence, à proximité des locaux de stockage des produits liquides, d'absorbants adaptés en cas de déversement au sol des produits susmentionnés,- la présence d'un sol particulièrement dégradé et humide dans le local « stock peinture pots entamés » du fait du déversement vers ce dernier des eaux de lavage en provenance de la zone de lavage « lance Karcher » qui y est contiguë et de l'obstruction du regard visant à envoyer ces effluents à la station de traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure, sous 3 mois, de stocker ses produits dangereux dans les conditions définies dans les FDS associées et notamment au sein de locaux secs, frais et bien ventilés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Article 54 : [...]Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.[...]</p>
Constats : <p>Les produits liquides et les peintures sont stockés dans des récipients dont la contenance est inférieure à 250 litres.</p> <p>Leur stockage est réalisé sur rétention (bacs métalliques positionnés au pied des étagères) néanmoins l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la bonne adéquation des capacités de rétentions au regard des quantités de produits liquides stockés. De plus, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les étagères, de surfaces pleines en bois ou métalliques, apparaissent plus grandes que la surface de recueil des rétentions,- le sol du local de stockage n'est pas étanche,

<ul style="list-style-type: none"> - de nombreux récipients, pots de peinture et diluants notamment, sont posés directement dans la rétention diminuant de fait la capacité utile de la rétention, - 2 bidons de peintures liquides inflammables sont partiellement positionnés en dehors des rétentions. <p>Il a par ailleurs été constaté lors de la présente inspection les aménagements mis en œuvre par l'exploitant au niveau de la rétention de son bain de traitement qui est désormais équipé d'une double paroi tenant lieu de rétention pour le réservoir associé et d'une alarme de niveau bas permettant d'alerter l'exploitant (signaux sonore et visuel) en cas d'écoulement au sein de cette dernière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer, sous 8 jours, de l'utilisation conforme des rétentions (absence de produits au sein même de la rétention) et du positionnement des stocks (tous les contenants de produits dangereux liquides doivent être intégralement stockés sur rétention).</p> <p>Il démontre par ailleurs à l'Inspection, sous 1 mois, que toutes les capacités de rétention sont conformes aux dispositions réglementaires susmentionnées au regard de la quantité et de la nature des produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription a été vérifiée précisément pour les produits peinture centrepox N base ocre jaune et diluant de nettoyage CDX.</p> <p>Le jour de l'inspection, ces produits étaient stockés au sein du même local (contrairement à ce que l'exploitant pensait initialement - cf. point de contrôle n° 3) mais non associés à une rétention commune quand bien même leurs FDS respectives n'affichent pas d'incompatibilité.</p> <p>Plus globalement, lors de la visite, il n'a pas été constaté de stockage de produits incompatibles, l'exploitant indiquant que l'ensemble des peintures liquides sont classées inflammables et sont stockées ensemble dans un même local et potentiellement sur une même rétention. Il n'a cependant pas été constaté de consignes dédiées afin d'alerter le personnel à ce sujet et précisant par ailleurs cette répartition du stockage, qui s'est avérée non respectée lors de la présente visite.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé que seule une formation dédiée aux produits dangereux avait été dispensée récemment au personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu de l'absence d'affichage de consignes associées aux différentes zones de stockage, de la présence de FDS mises à disposition du personnel de production uniquement sur demande et de l'absence d'éclairage dans les locaux de stockage, l'exploitant doit mettre en place, sous 3 mois, des actions correctives visant à garantir des conditions de stockage adaptées aux produits</p>

chimiques dangereux présents sur le site (élaboration de consignes relatives à l'utilisation et au stockage de ses produits chimiques intégrant notamment un volet compatibilité, éclairage des locaux de stockage, désignation des produits à stocker dans chaque local...). A l'issue de ce délai, l'exploitant transmet à l'Inspection les éléments justifiant des démarches engagées à ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Systèmes de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection automatique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente inspection, des dispositifs de détection incendie sont mis en place dans les locaux ou zones à risques.</p> <p>Lors de la présente visite, le positionnement des détecteurs a été vérifié par sondage. Il a alors été constaté la présence d'un détecteur positionné dans le local de stockage des peintures liquides inflammables mais l'absence du détecteur dans le local de stockage contigu des autres produits liquides inflammables (diluants, durcisseurs...) alors que son support semble correctement installé (shunt du dispositif par des bornes Wago).</p> <p>L'exploitant, interrogé à ce sujet, a indiqué à l'Inspection réalisé annuellement un contrôle de ces dispositifs par la société Roger Protection et ne pas avoir connaissance du retrait de ce détecteur dans cette zone.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité. Seul le plan d'évacuation affiché notamment à l'entrée du site et en date de juillet 2022 a pu être présenté. Ce dernier précise l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie de type extincteurs, centrale incendie, déclencheurs manuels d'alarme incendie, commandes de désenfumage et issues de secours mais ne précise pas les emplacements de ces détecteurs incendie dans les locaux ou zones à risques.</p> <p>De plus, il a été constaté l'absence de référencement sur ce plan du local de traitement de surface mettant en œuvre des produits toxiques conduisant au classement du site à enregistrement au titre de la rubrique 2565 et à déclaration au titre de la rubrique 4140.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 8 jours, remettre en place le détecteur incendie susmentionné et s'assurer plus globalement du bon fonctionnement des dispositifs de détection incendie dans l'ensemble des locaux ou zones à risques.</p> <p>Il adresse par ailleurs à l'Inspection sous 1 mois la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et démontre la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p>Il transmet par ailleurs à l'Inspection sous 2 mois le plan d'évacuation ajusté selon les</p>

préconisations susvisées et celles relevées au point de contrôle n°3 également applicables au présent plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois